

« Un partenaire important : le pharmacien »

Au sein des organisations représentant les entreprises pharma présentes en pharmacie, Bachi est sans conteste la plus jeune. Organisation coupole de l'industrie des médicaments et des produits de santé en vente libre, cet acteur majeur du monde pharmaceutique planche aujourd'hui sur son positionnement et ses défis futurs. | Désirée De Poot

Fondée il y a quatre ans, Bachi en est déjà à son troisième administrateur délégué. René Van Reeth n'est pas du genre à monter au créneau, mais sait précisément vers où il veut aller. Calme, ferme et surtout déterminé. « Bachi est au moins aussi important que pharma.be et nous devons à présent réfléchir sur la manière de positionner notre organisation », explique-t-il. « Nos interlocuteurs sont multiples : consommateur/patient, pharmaciens, circuit officinal, gouvernement et médecins. Nous devons donc être clairs vis-à-vis des pharmaciens, non seulement pour les produits OTC, mais aussi pour les produits de santé. La discussion de sortir les OTC des pharmacies n'est clairement pas à l'ordre du jour. »

Se positionner

« Nous devons participer à l'amélioration de l'image du médicament. Nous ne pouvons le faire qu'en positionnant Bachi de manière posée et assurée. » Une idée noble, mais tout sauf évidente. Bachi s'occupe des OTC ; pharma.be des médicaments soumis à prescription. Une séparation qui semble parfois quelque peu arbitraire : un médicament reste un médicament, qu'il soit soumis ou non à prescription. René Van Reeth pèse ses mots. « La séparation entre pharma.be et Bachi est regrettable », confie-t-il. « Mais elle a aussi ses avantages. Les intérêts des OTC ne seraient pas aussi bien défendus si nous n'avions formé qu'une seule et même entité avec pharma.be au cours des dernières années. Mes prédécesseurs ont véritablement fait avancer les choses. Pensons au dossier des antitussifs. Nous devons pourtant nous interroger sur la manière de devenir un interlocuteur de taille. »

Aujourd'hui, 80 % du secteur OTC est membre de Bachi. « Avec 28 membres, dont les principaux acteurs du marché, nous devons avoir une place parmi les *decisionmakers*. Nous avons un très bon contact avec le gouvernement, mais nous n'avons pas de représentants dans certaines commissions très importantes, comme celles de la transparence et de la publicité. Or il y a clairement du pain sur la planche. Nous recherchons un partenariat avec le gouvernement pour travailler ensemble pour un bon usage des médicaments OTC. Et faire en sorte que les OTC aient la possibilité de se développer spontanément. »

Rôle plus important

Selon l'administrateur délégué, les médicaments OTC sont amenés à jouer un rôle encore plus important qu'aujourd'hui. « Les médicaments OTC sont généralement meilleur marché et ne pèsent pas sur le budget des médicaments puisqu'ils ne sont pas remboursés. Les OTC permettent également d'éviter les pertes de temps. Imaginez un instant qu'une personne frappée soudainement d'un mal de tête doive d'abord passer chez le médecin pour y obtenir une prescription : absence au travail,



« Nous devons donc être clairs vis-à-vis des pharmaciens, non seulement pour les produits OTC, mais aussi pour les produits de santé. La discussion de sortir les OTC des pharmacies n'est clairement pas à l'ordre du jour. »

surcharge pour des médecins déjà surchargés et coûts supplémentaires pour l'assurance maladie. Même chose d'ailleurs pour des produits comme la dompéridone dont on parle tant aujourd'hui. Je ne peux évidemment défendre cette position que sous couvert d'une série de conditions très strictes : les OTC peuvent jouer ce rôle s'ils sont accompagnés d'un bon usage rationnel et scientifique. Heureusement, nous voyons que les jeunes pharmaciens sont mieux formés dans l'accompagnement pharmaceutique et qu'ils veulent endosser ce rôle avec davantage de responsabilités. »

René Van Reeth est aussi le premier à plaider pour une formation continue du pharmacien. « Les fédérations de pharmaciens ont également pour mission de communiquer

aux consommateurs que les pharmaciens disposent de l'expertise et des connaissances scientifiques nécessaires pour délivrer un médicament en toute sécurité et réduire ainsi le risque potentiel lié aux médicaments. Bachi veut apporter son soutien de manière engagée et enthousiaste, mais c'est aux fédérations de pharmaciens à s'occuper de leurs membres. La Belgique dispose d'une plateforme unique avec un circuit fermé de pharmacies et des pharmaciens très bien formés. Il s'agit là d'un élément extrêmement fiable pour garantir la sécurité des consommateurs. »

Plan stratégique

L'administrateur délégué a déjà rédigé son plan stratégique pour les prochaines années. « Il y a trois grandes options stratégiques. Nous devons attaquer le problème du regulatory. Les dossiers d'enregistrement pour les OTC doivent être réglés plus rapidement. Un médicament OTC 'dérive' souvent d'un produit sous prescription. Dans ces cas, il devrait être possible de le lancer plus rapidement sur le marché. La transition entre un médicament sous prescription et un OTC doit aussi être plus rapide. Pensons par exemple aux vastatines. C'est un peu la situation schizophrénique liée à la division Bachi/pharma.be. Nous voyons souvent des médicaments soumis à prescription – qui tombent sous l'autorité de pharma.be – être vendus comme OTC dans d'autres pays, et donc sous le chef de Bachi. Le branding des OTC doit aussi être simplifié. Les entreprises multinationales doivent parfois inventer un nom pour leur produit en Belgique. C'est certainement important pour les OTC. Quels noms de marque de médicaments soumis à prescription d'il y a 20 ans existent encore aujourd'hui ? Presque aucun. Quels médicaments OTC d'il y a 20 ans sont toujours présents aujourd'hui sur le marché ? Enormément. Nous nous différencions par le *branding*. »

Seconde option stratégique : la publicité. « Il doit y avoir un bien meilleur flux pour les spots commerciaux à la radio et à la télévision. Disposer d'un représentant – ou mieux encore un siège – à la commission de la publicité serait somme toute logique. » Et enfin, troisième option stratégique sur la liste de René Van Reeth : la simplification administrative. « Un problème connu de longue date qui ne fait qu'empirer et qui s'immisce à tous les niveaux. On devrait pouvoir faciliter l'administratif, ce qui permettrait aussi au gouvernement de se focaliser sur les grandes priorités. »

Penser à long terme

Prévu pour trois ans, le mandat de René Van Reeth, tout juste 60 ans, pourrait être prolongé. Et vu ses projets, l'administrateur délégué y compte bien. « Nous devons travailler sur des projets à long terme en pensant long terme », affirme-t-il. « Construire des fondations solides, organiser la visibilité et la reconnaissance du nom 'Bachi'... Prendre des décisions stratégiques... Comme une petite guerre, mais menée avec un scalpel. Même si la comparaison avec la guerre ne tient pas. Nous voulons avancer sereinement en mettant les bons accents sur notre objectif... » ♦